

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, je m'étonne que vous ayez autorisé le député de Burnaby-Seymour (M. Raines) à débattre sa motion, alors qu'il était censé parler de celle du député de Hillsborough (M. Macquarrie).

Des voix: Règlement.

Des voix: Quelle honte.

M. Peters: Il arrive à ceux d'entre nous qui aiment le hockey de parler également de baseball, mais ces deux sujets ne doivent pas être nécessairement abordés en même temps. Il y a même certains inconvénients à le faire. Je pense que les députés qui parlent de hockey sont parfaitement libres de le faire, et pareillement lorsqu'il s'agit du football. Il n'empêche que les deux sports ne se marient pas nécessairement et que les règles ne sont pas les mêmes.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît. Le député insinue que la Chambre aurait dû intervenir lorsque le député de Burnaby-Seymour (M. Raines) a pris la parole. J'ai cru qu'il traitait de la motion à l'étude. J'ai eu l'impression qu'il exprimait son opinion, et qu'au lieu d'un échange de services et de technologie, il préconisait un échange d'étudiants à l'intérieur du Canada. C'est pourquoi j'ai estimé qu'il n'était pas à côté du sujet.

M. Peters: Monsieur l'Orateur, je vous remercie de votre explication. Ce n'est pourtant pas l'impression que j'avais retirée des propos que j'ai écoutés.

Nous avons eu l'occasion de vous associer au député de Hillsborough au cours d'un certain nombre de débats . . .

M. Raines: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je voudrais savoir si le député comprend au moins une de nos deux langues officielles. Je croyais m'être fait clairement comprendre et si à la Chambre un député ne peut avoir l'occasion de parler du besoin . . .

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Peters: Monsieur l'Orateur, le député vient tout simplement de me démontrer la justesse de mon argument.

Ainsi que je le disais, depuis 1957, nous avons eu l'occasion de nous associer à plusieurs reprises au député de Hillsborough et nous regrettons beaucoup de le voir partir. Je suis convaincu que nous ne serons pas plus attristés par cette situation que les gens qui dans notre pays estiment que le Canada devrait aider certains autres pays du Commonwealth. Je reconnais avec lui qu'il n'y a pas de pays du Commonwealth méritant davantage d'être aidés que ceux qui nous aident en retour. Le député de Hillsborough n'a jamais laissé entendre que nous allions le faire de façon désintéressée. Nous avons beaucoup à gagner en établissant des liens qui nous permettront de nous approvisionner en sucre, en oranges ou en rhum provenant de cette partie du monde, denrées que nous aimons tous, sans parler des cigares. Je dois dire qu'en retour ces pays sont intéressés par nos pommes de terre, notre blé, notre farine et toutes sortes d'autres denrées que nous produisons en excédent au Canada.

Il me semble que pour un Canadien c'est agir en bon citoyen que de participer à ces échanges avec les autres pays du Commonwealth. Au fil des ans, le député de Hillsborough et

Commonwealth des Caraïbes

ceux qui ont participé au comité Caraïbes-Canada, avec tout ce que ce terme peut avoir de vague, ont toujours souligné que cela ne présentait aucune unilatéralité, qu'il y avait des avantages pour les deux côtés.

Il est intéressant de parcourir les rues de Toronto, parce qu'on y trouve des gens venus des Antilles du Commonwealth côtoyant les autres Canadiens en parfaite harmonie. Il n'y a rien de bizarre non plus à parcourir les rues de plusieurs pays des Caraïbes, parce qu'on y trouve une succursale de la Banque de Nouvelle-Écosse à côté d'une succursale de la Banque de Montréal ou de la Banque canadienne impériale de Commerce. On peut également voir dans les ports des Caraïbes des cargos déchargeant des marchandises canadiennes et chargeant pour le voyage de retour des produits agricoles destinés au Canada.

Le député a parlé de l'avantage de développer les ports. Il est très difficile d'exporter ou d'importer des marchandises lorsque les ports ne sont pas suffisamment équipés. Cela veut dire que si nous voulons importer des fruits tropicaux et autres produits périssables de ces pays, il faudra du matériel de réfrigération, des navires porte-conteneurs et autres accessoires obligés de la commercialisation moderne. Des ports ainsi équipés doivent être créés aux deux extrémités de la ligne. Où verrait-on ailleurs qu'au Canada un navire mouillé dans la baie Frobisher qui ne peut être déchargé par des petits bateaux parce que l'eau est gelée? Il y a peu de pays aussi bêtes. Il n'y a qu'au Canada qu'on pense pouvoir se dispenser d'équipement portuaire. Nous avons les navires qu'il faut, mais nous ne pouvons pas les faire accoster partout. Le député de Hillsborough a parfaitement raison de dire que c'est aux deux extrémités d'une ligne commerciale qu'il faut des équipements suffisants. Si nous pouvons aider les Caraïbes aux plans de la construction et de la technologie, elles peuvent nous aider sur d'autres plans.

Il y a une chose qui nous manque et que notre ami de Colombie-Britannique ne peut pas nous donner, c'est la chaleur solaire dont nous avons besoin pendant nos six mois d'hiver. Et cela les Caraïbes l'ont. Elles ont de magnifiques plages, un soleil de plomb et de l'eau chaude en abondance. Et nous nous avons des produits dont les Caraïbes pourraient avoir besoin. A une modeste échelle nous sommes un pays industriel. Il serait donc très facile de faire des échanges avantageux pour les deux parties.

Ce serait une solution intelligente, et plus avantageuse pour nous que pour eux si, en examinant un prospectus d'Air Canada, on constatait que les prix sont donnés en monnaie canadienne et non en dollars américains. Les autres pays du Commonwealth n'utilisent pas de devises américaines non plus. Ce n'est qu'une forme d'échange pour l'industrie du tourisme, accordée aux Canadiens et aux Américains. Il ne serait pas très difficile de convertir l'argent canadien en devises utilisées à la Barbade, en Jamaïque, à la Trinité, à Tobago, et en d'autres endroits des Antilles. Cependant, ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Les devises sont converties en dollars américains. Il serait pourtant facile que nos devises soient liées à celle des Antilles du Commonwealth que nous visitons.